

# Plan pauvreté, un saupoudrage qui va sacrifier des milliers d'habitantes et d'habitants !

Lors de son déplacement dans l'Essonne, le Premier Ministre Jean Castex a dévoilé samedi 24 octobre les annonces du Plan Pauvreté de son gouvernement.

Au regard de la situation que nous traversons, nous constatons une fois de plus que celles-ci sont loin d'être à la hauteur des enjeux.

Tous les indicateurs le disent, la situation sociale et économique du pays risque d'entraîner une précarisation et une pauvreté jamais vue depuis la guerre. Selon les chiffres du gouvernement, le nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) va augmenter de 9% en 2020 !

Si un certain nombre de mesures vont dans le bon sens, elles sont pour la grande majorité d'entre elles ponctuelles alors même que la crise impose de repenser notre modèle social de manière structurelle.

**Afin de prendre en compte cette crise, et les conséquences dramatiques sur les habitantes et les habitants, la Confédération Nationale du Logement appelle le gouvernement à augmenter immédiatement les APL et à majorer les allocations familiales.**

**Nous demandons aussi la revalorisation du RSA, la hausse du SMIC et des salaires !**

La Confédération du Logement, comme elle l'a exprimé dès le début du confinement, exige la mise en place d'un fonds d'indemnisation des habitantes et des habitants afin d'amortir les conséquences de cette crise et éviter que des milliers de ménages ne basculent dans la pauvreté.

Frappée de plein fouet la jeunesse est encore une fois la grande oubliée de ce plan pauvreté. Alors que milliards d'euros continuent d'être déversés sans contreparties aux grandes entreprises, que le versement des dividendes explose, il est insupportable de voir toute une génération laissée sur le bord du chemin !

De leurs côtés les associations de solidarité alertent sur l'explosion des demandes d'aides alimentaires et l'INSEE prévoit qu'un million de personnes vont basculer sous le seuil de pauvreté !

La crise du logement connaît un accroissement fulgurant et est un vecteur d'inégalités dans notre pays. Nous avons besoin d'un grand plan d'investissement public, soutenu par le retour de l'aide à la pierre, pour construire les milliers de logements sociaux dont notre pays a besoin.

Nous attendons toujours, comme promis par Madame Wargon au mois de juillet, la mise en place d'un groupe de travail national avec les associations de défense des habitantes et habitants afin d'anticiper les problèmes financiers des locataires et accédants à la propriété pour éviter des expulsions massives le 1er avril 2021.

La Confédération Nationale du Logement appelle solennellement le gouvernement à prendre la mesure de la crise exceptionnelle que nous traversons.

Comme nous l'avons fait depuis le début de la crise sanitaire, nous serons aux côtés des habitantes et des habitants pour les accompagner et porter leurs revendications.

Pour nous l'urgence n'est pas aux déclarations de bonnes intentions mais à l'éradication totale de la pauvreté par des mesures concrètes.